

ment engraisés mais, je le répète, les circonstances l'exigent parfois—il y aura toujours des bestiaux dans un état insuffisant d'engraissement au moment de l'exportation —et nous soutenons qu'il faut alors accorder aux cultivateurs canadiens la chance et le privilège d'expédier ces têtes de bétail trop maigres. Nous n'ignorons pas qu'il y a de l'autre côté de l'Atlantique nombre d'engraisés contents de les recevoir. Je puis dire à ce sujet qu'au cours d'un entretien récent avec notre estimable Gouverneur général qui se livre lui-même à l'engraissement sur une grande échelle, il m'a appris qu'il n'a jamais connu de meilleurs animaux d'engraissement que les bouvillons du Canada et que, personnellement, il verrait avec plaisir lever l'embargo.

J'ajouterai que la fin de cette interdiction serait fort avantageuse pour le peuple anglais qui paierait sa viande moins chère et que celui-ci commence à envisager la question à ce point de vue. Nous sommes d'avis que le maintien de l'embargo cause le renchérissement des viandes en Grande-Bretagne et je suis bien aise de constater que quelques Anglais, au moins, commencent à s'en apercevoir. J'ai ici une coupure d'un journal qui dit :

Le congrès des unions coopératives de Paisley a protesté contre l'embargo mis sur le bétail canadien. Les entreprises coopératives sont virtuellement impossibles avec la protection et le congrès reconnaît que l'embargo sur le bétail est une mesure de protection.

Ce journal ajoute qu'on devrait lever cette interdiction pour le plus grand bien des consommateurs qui paieraient la viande moins chère.

Voici un autre extrait d'un journal de Glasgow :

D'importants marchands de bestiaux de Glasgow déclarent injustifiables les conditions auxquelles est soumise l'importation du bétail du Canada. Un ex-président de la société des bouchers de Glasgow dit : "Ce que les bouchers de Glasgow et les cultivateurs d'Ecosse désirent c'est qu'on permette l'importation dans nos ports des bœufs du Canada qui seront mis au repos dans nos pâturages avant d'être conduits au marché et que les animaux maigres soient vendus aux cultivateurs pour les fins de l'engraissement. On ne saurait trouver une meilleure classe de bestiaux que ceux du Canada lorsqu'ils sont mis au repos de ce côté-ci de l'Atlantique.

Ainsi, nous avons le témoignage de ceux qui connaissent la valeur du bétail canadien pour les fins de l'engraissement, ainsi que l'opinion des consommateurs. A leur avis, la cessation de l'embargo leur serait profitable.

Je me contenterai de dire, sans me prononcer sur l'état de choses qui existe aujourd'hui en Angleterre, qu'à mes yeux l'Angleterre commet une injustice envers le Canada en maintenant cet embargo sur notre bétail. Je ne me plaindrai pas au nom du cultivateur canadien de la préférence que notre gouvernement a accordée aux

manufacturiers d'Angleterre, mais je prétends que, si celle-ci doit avoir des égards pour une de ses colonies, c'est au Canada qu'elle les doit. Nous constatons que notre bétail et celui des Etats-Unis sont admis aux mêmes conditions dans les ports de la Grande-Bretagne ; que nos troupeaux n'ont aucun avantage sur ceux du pays voisin, que tous sont soumis aux mêmes restrictions.

Je déclare au peuple de la Grande-Bretagne qu'en ma qualité de sujet britannique du Canada, je crois que cela constitue une injustice à notre égard. On devrait tenir compte de notre requête, requête que nous n'avons cessé de faire entendre depuis plusieurs années. Notre présent ministre de l'Agriculture a déployé ses plus grands efforts pour faire disparaître cette interdiction ; il est encore prêt à faire de son mieux dans le même sens, mais je regrette de dire qu'il n'a guère réussi jusqu'à présent. Toutefois, à en juger par les renseignements que je reçois d'outre-mer, les perspectives me paraissent plus encourageantes, et c'est ce qui m'a engagé à soulever cette question devant le comité de l'agriculture et de la colonisation. Il n'y a rien à gagner, selon moi, à nous désintéresser de cette affaire ou à permettre au peuple anglais d'oublier qu'à nos yeux, il commet une injustice à notre égard. Persistons à le lui rappeler, insistons sur la suppression de cet embargo tant pour son propre bien que pour le nôtre.

Il y a encore un ou deux autres articles dont je désire faire lecture devant la Chambre afin de démontrer quelle est sur ce sujet l'opinion publique au-delà de l'Atlantique. Ils ne peuvent qu'encourager le Parlement et le ministère à redoubler d'efforts pour obtenir qu'on lève cette interdiction. Le moment est propice ; un changement s'est produit dans l'opinion publique en Angleterre et quelques-uns des principaux citoyens de ce pays sont disposés à épouser notre cause et à tenir compte des protestations de la plus belle colonie de l'empire.

Voici ce que je trouve dans une édition récente d'un journal de Liverpool :

La députation qui s'est rendue l'autre jour auprès du président de la commission de l'agriculture pour le solliciter de tempérer la rigueur des règlements, en tant qu'ils s'appliquent aux animaux d'engraissement du Canada a fait une démonstration irréfutable du bon état de santé des bestiaux qu'on veut soustraire à l'interdiction. Le gouvernement et la population du Canada ont dépensé et dépensent encore une énorme somme d'argent chaque année pour prévenir la contagion et, grâce à cette sollicitude, les bestiaux canadiens sont aujourd'hui du nombre des plus beaux et des plus sains de tout l'univers.

On lit un peu plus loin :

Toutefois, toutes ces considérations n'ont aucun poids auprès d'un département qui s'est persuadé que, vu qu'il devra toujours exister une certaine somme de ce que M Fellows appelle..

Il y a, ici, quelque chose que je ne lirai pas. Je vais sauter ces mots, parce qu'ils